

Lancement de l'Observatoire international de la fiscalité

Nous avons le plaisir d'annoncer le lancement de **l'Observatoire international de la fiscalité (International Tax Observatory, ITO)** le 5 février 2026.

L'ITO poursuivra et développera les travaux de l'Observatoire européen de la fiscalité (EU Tax Observatory, EUTO), fondé en 2021 avec pour mission de fournir à l'Union européenne une analyse indépendante, rigoureuse et innovante des enjeux fiscaux, notamment en matière d'évasion fiscale, d'optimisation fiscale et de planification fiscale agressive. Hébergé par l'École d'économie de Paris et dirigé par Gabriel Zucman, il s'est rapidement imposé comme une référence auprès des chercheurs, des décideurs publics et des institutions, en Europe comme à l'international.

À mesure que les activités de l'Observatoire se sont développées, la Commission européenne a encouragé une diversification de ses sources de financement et de ses partenariats, objectif qui a été atteint avec succès. Aujourd'hui, nous nous appuyons sur un modèle de financement diversifié combinant des bailleurs publics européens et nationaux, des fondations privées et des dons individuels, garantissant à la fois notre indépendance intellectuelle et notre capacité d'action.

L'élargissement de nos activités s'est accompagné d'une internationalisation croissante de nos travaux. En 2023, l'Observatoire a publié son premier Rapport mondial sur l'évasion fiscale. En 2024, il a joué un rôle moteur dans les premières discussions internationales au sein du G20 en faveur d'une norme coordonnée de taxation minimale des personnes à très haut patrimoine. Parallèlement à nos nombreux projets menés avec les administrations fiscales et les chercheurs de l'Union européenne, nous avons noué des partenariats pionniers avec des autorités fiscales de pays tels que le Brésil, la Colombie et le Sénégal, permettant l'accès à des micro-données administratives indispensables à la production de recherches de pointe.

Le lancement de l'Observatoire fiscal international vient consacrer cette évolution.

Il marque également une nouvelle étape dans notre développement. Les grands enjeux fiscaux mondiaux — évasion fiscale, taxation des multinationales, concentration des richesses, flux financiers illicites et fiscalité environnementale — appellent des réponses à l'échelle internationale. Il est désormais indispensable d'inventer de nouvelles formes de coopération et de repenser les relations économiques mondiales à la lumière des échecs du passé.

Dans un contexte de recul de l'aide publique au développement, la mobilisation des ressources domestiques est devenue un levier essentiel du financement du développement économique dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Les pays aujourd'hui prospères se sont construits grâce à l'essor d'un État social

reposant sur une fiscalité progressive des revenus et du capital. La concurrence fiscale internationale et l'opacité financière ont toutefois freiné l'extension de ce modèle, contribuant à un sous-investissement chronique dans l'éducation, la santé, les infrastructures publiques et les autres biens publics qui constituent le socle de la croissance économique.

Dans de nombreux pays, l'aggravation des inégalités de patrimoine s'est traduite par une concentration croissante du pouvoir économique et politique entre les mains d'un petit nombre d'individus. Une fiscalité juste et efficace n'est donc pas seulement une condition du financement des biens publics : elle est aussi un pilier de la vitalité démocratique, du renforcement de la confiance dans l'action publique et de la prévention de la captation du pouvoir politique par quelques-uns.

Les projets européens resteront au cœur des activités de l'ITO. En janvier 2026, la Commission européenne a renouvelé et élargi son soutien aux travaux sur les enjeux fiscaux européens sous le label EUTO. Une première subvention permettra de poursuivre les recherches engagées depuis 2021 sur l'évasion fiscale et les thématiques associées. La Commission européenne a également attribué une nouvelle subvention EUTO à un consortium dirigé par Bruegel pour des travaux portant sur les incitations fiscales, la compétitivité et la fiscalité de la consommation. Nous adressons toutes nos félicitations à nos collègues et nous réjouissons de collaborer avec eux sur ces projets européens essentiels.

À un moment où la recherche académique et les libertés universitaires sont de plus en plus contestées dans de nombreuses régions du monde, l'engagement de la Commission européenne en faveur d'une recherche indépendante, rigoureuse et objective mérite d'être salué.

Nous entendons également poursuivre et amplifier notre action à l'échelle mondiale. La spécificité de l'ITO réside dans sa capacité à articuler recherche de pointe et propositions concrètes à destination des décideurs publics. L'Observatoire s'appuie sur une équipe internationale de 35 personnes — chercheurs seniors et juniors, doctorants, post-doctorants et assistants de recherche — épaulée par une équipe dédiée aux politiques publiques, un pôle de communication et une équipe administrative. Cette organisation permet de produire des analyses de haut niveau et de formuler des recommandations à la fois crédibles, opérationnelles et directement utiles au débat public.

Hébergé par l'École d'économie de Paris (Paris School of Economics, PSE), l'ITO bénéficie d'un environnement scientifique exceptionnel. PSE figure parmi les grandes institutions mondiales en économie et accueille également des laboratoires de premier plan tels que le World Inequality Lab et l'Institut des politiques publiques, avec lesquels l'ITO entretient une étroite collaboration.

Déjà résolument internationale, notre action a démontré son impact, du *Rapport mondial sur l'évasion fiscale* aux propositions sur la taxation des grandes fortunes reprises au plus haut niveau politique, en passant par notre contribution à l'émergence de coalitions internationales de pays. Le changement de nom, effectif en février 2026, consacre cette trajectoire et affirme notre ambition : faire de l'Observatoire fiscal international un acteur

central de la recherche, de l'élaboration des politiques publiques et de l'action en faveur de sociétés plus justes et plus démocratiques.

Contact presse : Inga Chilashvili: communication@taxobservatory.eu